

Université de Bejaia
 Faculté SECG
 Niveau : Deuxième année Licence
 Module de Macroéconomie II
 Chargé du module : Bellache.Y.

Chapitre 1 : Les Déséquilibres macroéconomiques

Section 1 : L'Inflation

I/ Définition et mesure de l'inflation

1/ Définition de l'inflation

-l'inflation est la hausse générale et durable des prix.

NB : on ne peut parler d'inflation dans le cas d'une augmentation du prix d'un seul bien ou encore dans le cas d'une augmentation ponctuelle (non durable) de l'ensemble des prix.

-l'inflation est également définie comme une érosion du pouvoir d'achat de l'unité monétaire, i.e de la perte de sa valeur en termes de biens et services.

-l'inflation est aussi un phénomène auto-entretenu des hausses de prix (une hausse des matières premières entraîne la hausse des prix des produits à base de ces matières premières). Ainsi, une hausse en entraîne une autre.

2/ Désinflation, Déflation et Stagflation

-la désinflation : c'est la réduction du taux d'inflation (celui-ci demeure positif)

-la déflation : c'est la baisse générale et durable des prix (les taux d'inflation sont négatifs). La déflation est l'exact contraire de l'inflation.

-la stagflation : c'est une situation caractérisée à la fois par le chômage et l'inflation. La présence simultanée de ces deux phénomènes provoque un ralentissement de l'activité économique.

3/ La mesure de l'inflation

Pour mesurer l'inflation, il faut d'abord construire un Indice synthétique des prix (IPC par exemple)

Indice élémentaire (IE) : c'est le rapport de deux prix d'un même bien mesurés à deux périodes différentes.

$$IE = (P_n / P_{n0}) \times 100 \quad (n_0) : \text{période de référence ou de base}$$

Mode de calcul du taux d'inflation

Supposons que la consommation des ménages soit limitée à 3 biens : pain, lait et viande. Posons comme année de base, l'année 1990 (1990 = base 100)

La calcul du taux d'inflation s'effectuera en 4 étapes.

1-la détermination de la composition du panier de consommation

Soit 2 pains, 1 lait et 0,25 kg de viande

2-le calcul des coefficients budgétaires

produits	quantités	Prix de 1990	Coût du panier	Coefficients budgétaires
Pain	2	7	2x7=14	14/134= 10,4%
Lait	1	20	1x20=20	20/134=14,9%
viande	0,25	400	0,25x400=100	100/134=74,6%
			Total= 134	Total = 100%

3-calcul de l'indice synthétique (pour les années 1991 et 1992)

produits	Prix de 1991	Coefficients budgétaires	Indices élémentaires	Indice synthétique
Pain	7,5	10,4%	$(7,5/7) \times 100 = 107,14$	11,14
Lait	22	14,9%	$(22/20) \times 100 = 110$	16,39
viande	450	74,6%	$(450/400) \times 100 = 112,5$	83,90
				Total= 111,4

produits	Prix de 1992	Coefficients budgétaires	Indices élémentaires	Indice synthétique
Pain	8	10,4%	$(8/7) \times 100 = 114,3$	11,88
Lait	23	14,9%	$(23/20) \times 100 = 115$	17,1
viande	470	74,6%	$(470/400) \times 100 = 117,5$	87,6
				Total= 116,6

4-calcul du taux d'inflation

Année	
1991	$IS(1991) - IS(1990) / IS(1990) \times 100 = (111,4 - 100) / 100 \times 100 = \mathbf{11,4\%}$
1992	$IS(1992) - IS(1991) / IS(1991) \times 100 = (116,6 - 111,4) / 111,4 \times 100 = \mathbf{4,6\%}$

II/ Les approches théoriques de l'inflation (la Théorie quantitative de la monnaie)

Le précurseur de la théorie quantitative de la monnaie (TQM) est incontestablement Jean Bodin (1568) qui attribuait la hausse du niveau général des prix au 16^{ème} siècle en Europe à l'afflux des métaux précieux (or et argent) d'Amérique. Mais la première formulation de la TQM est due à l'économiste américain Irving FISHER (1911), qui sera par la suite affinée par deux économistes anglais (Marshall et Pigou), de l'école de Cambridge, d'où l'appellation « Equation de Cambridge »

1/ la formulation de Fisher

Fisher a formulé la TQM de la façon suivante : $MV = PT$

M : masse monétaire

V : vitesse de circulation de la monnaie

P : niveau général des prix

T : volume des transactions

La théorie de Fisher est basée sur 2 hypothèses :

-la vitesse de circulation de la monnaie est constante à court terme (ceci peut s'expliquer par le fait que les habitudes de paiement des agents dans leurs échanges ne changent pas sensiblement à court terme)

-le volume des transactions (T) est constant car Fisher raisonne en situation de plein emploi des facteurs d'où un volume T optimal.

V et T étant constants $\rightarrow V/T$ constant

En posant $(V/T) = a$ on aura $P = a M \dots \Delta P = a \Delta M \dots \Delta P/P = \Delta M/M$

Comme c'est la variation de M qui induit la variation de P, on écrit alors : $\Delta M/M = \Delta P/P$

Ainsi, « toute variation relative de la quantité de monnaie en circulation dans l'économie ($\Delta M/M$) implique une variation proportionnelle et dans le même sens du niveau général des prix ($\Delta P/P$) ».

Si par exemple, la masse monétaire augmente de 2%, alors les prix (le taux d'inflation) augmenteront de 2%.

2/ la formulation de Marshall et Pigou

$$M = k P Y_r$$

M : masse monétaire nominale détenue par les agents économiques

Y_r : revenu national réel

Y_n : revenu national nominal (= PIB)

K : coefficient qui mesure la part du revenu réel que les agents désirent garder sous forme de monnaie

M/P : masse monétaire réelle

$$M = k P Y_r \quad Y_r = Y_n/P \rightarrow Y_n = P Y_r \rightarrow k = M/Y_n = M/PIB$$

(k) désigne le taux de liquidité de l'économie. Il mesure la part de la quantité de monnaie par rapport au PIB.

$$MV = PT \dots \dots \dots (1) \text{ (équation de Fisher)}$$

$$M = k P Y_r \dots \dots \dots (2) \text{ (équation de Cambridge)}$$

$$(1)/V \rightarrow M = (1/V) P T \dots \dots \dots (3)$$

Sachant que $PT = PY_r$ on en déduit que $k = 1/V$

Donc le taux de liquidité de l'économie (k) est égal à l'inverse de la vitesse de circulation de la monnaie (V).

En retenant les hypothèses suivantes :

-le taux de liquidité de l'économie est stable en courte période (k constant)

- Y_r est déterminé uniquement par des facteurs réels de l'économie (niveau de l'emploi, taux d'investissement, progrès technique, etc.)

Dans ces conditions, c'est la variation de (M) qui déterminera la variation de (P) ($\Delta M \rightarrow \Delta P$)

$$M = k P Y_r \quad k \text{ étant constant}$$

$$\Delta M/M = \Delta P/P + \Delta Y_r/Y_r \rightarrow \Delta P/P = \Delta M/M - +\Delta Y_r/Y_r$$

Donc le taux d'inflation est la différence entre le taux de croissance de la monnaie et le taux de croissance de l'économie.

Si par exemple, le taux de croissance de la masse monétaire ($\Delta M/M$) est de 8% et le taux de croissance du PIB ($\Delta Y_r/Y_r$) est de 5%, le taux d'inflation dans ce cas ($\Delta P/P$) sera alors égal à 3% (8% - 5%).

La maîtrise des prix, qui est l'objectif fondamental de toute politique monétaire, est donc conditionnée à la fois par le volume de la masse monétaire et par la croissance du revenu réel.

III/ Les causes de l'inflation

On distingue globalement deux types d'inflation : inflation réelle et inflation monétaire.

1/ Inflation réelle

Il s'agit essentiellement de l'*inflation par la demande* et de l'*inflation par les coûts*.

1.1/ Inflation par la demande

Ce type d'inflation est du un excès de la demande globale (D_g) par rapport à l'offre globale (O_g) sur le marché des biens et services.

Quand l'offre est inélastique par rapport à la demande, l'ajustement se fera par le biais de la hausse des prix, ce qui aboutit à l'inflation ($D_g > O_g \Rightarrow \uparrow P_x$)

$$\text{Sur le marché des biens et services, } D_g = C + I + G + (X - M)$$

Donc l'inflation par la demande peut trouver sa source dans l'augmentation de l'une des composantes de la demande globale.

Généralement, cet accroissement de la demande globale au delà de l'offre disponible est due aux causes suivantes :

- un accroissement des crédits bancaires aux entreprises et aux ménages à des fins de consommation et d'investissement
- une augmentation des dépenses publiques (investissements publics, augmentations salariales, etc.).

1.2/ Inflation par les coûts

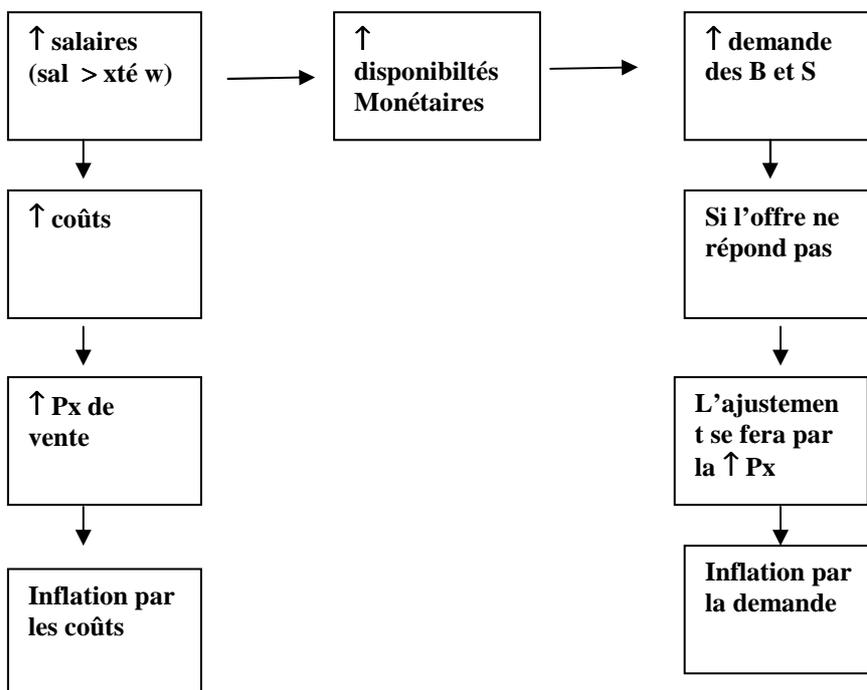
Ce type d'inflation résulte de l'augmentation des coûts des facteurs de production (travail et capital). On distingue ainsi l'inflation par les coûts du facteur travail (***inflation par les salaires***) et l'inflation par les coûts du facteur capital (***inflation par les profits***).

1.2.1/ l'inflation par les salaires

Une hausse des salaires (suite à une action revendicative par exemple) entraîne une augmentation des coûts des entreprises (le salaire étant un élément important des coûts de production). Les entreprises, pour ainsi maintenir leurs marges bénéficiaires, répercutent cette augmentation des salaires sur les prix de vente de leurs biens et services. Ceci conduit à l'inflation (inflation par les coûts).

NB : une hausse des salaires, suite à une augmentation de la productivité du travail, n'aboutit pas à l'inflation.

La hausse des salaires peut également aboutir à l'inflation par la demande comme le montre le schéma suivant.



1.2.2/ l'inflation par les profits

Ce type d'inflation résulte de l'augmentation des marges bénéficiaires des entreprises en dehors de toute croissance de la demande globale. Il s'agit notamment des entreprises en situation de monopole ou d'oligopole qui ont le pouvoir d'augmenter leurs prix de vente.

1.2.3/ l'inflation importée

C'est une forme d'inflation par les couts. L'augmentation des prix de certains produits importés (matières premières, énergies....) entraîne une hausse des prix intérieurs (biens de consommation ou de production). Les chocs pétroliers de 1973 et 1979 (forte augmentation des prix du pétrole) sont un bon exemple de ce type d'inflation.

2/ l'inflation comme résultat d'une répartition inéquitable du revenu national

Lorsque le revenu national est réparti de façon équitable entre les 3 principaux agents économiques (Etat, salariés et patronat), par la négociation et le compromis, le risque d'inflation est écarté. En revanche, quand ce partage est inéquitable (notamment vis-à-vis des salariés), ceci conduit à des conflits et tensions qui se traduisent par des revendications salariales qui finiront par imposer une augmentation des salaires. Les entreprises réagiraient ainsi par une hausse des prix pour maintenir leurs marges de profits, ce qui peut relancer à nouveau les revendications salariales. Il s'agit d'un phénomène auto-entretenu ou d'une *spirale inflationniste*.

3/ l'inflation monétaire

L'inflation monétaire est liée à l'augmentation de la masse monétaire sans augmentation de la production physique. Cette augmentation est liée aux facteurs suivants :

- un excès des dépenses publiques ;
- un excès de la balance commerciale
- un excès de crédits

3.1/ l'excès des dépenses publiques

Cet excès aboutit souvent à un déficit budgétaire. Pour éponger ce déficit, les gouvernements ont souvent recours à la planche à billets, i.e la création monétaire. Si cette monnaie créée n'a pas de contrepartie physique, ceci induirait alors une hausse des prix et la valeur de l'unité monétaire se trouvera dépréciée.

3.2/ l'excès de la balance commerciale

Cet excès de la balance commerciale aboutit à une création pure et simple de la monnaie. Les exportateurs cèdent leurs devises aux banques qui à leur tour les vendent à la banque centrale. Ceci permet de livrer de nouvelles disponibilités monétaires à l'économie nationale. Si cet excédent est à la fois important et permanent, un déséquilibre se créera entre les disponibilités monétaires et la masse des biens et services offerts sur le marché national d'où une hausse des prix (inflation monétaire).

3.3/ l'excès de crédits

Les mécanismes de crédit aboutissent à une véritable création monétaire. Celle-ci se trouve favorisée par des taux d'intérêt et des taux de réescompte bas.

IV/ Les conséquences de l'inflation

1/ les conséquences sur les agents économiques

1.1/ les conséquences sur les ménages

- l'inflation entraîne la baisse du pouvoir d'achat des ménages à revenus fixes (salariés, fonctionnaires et retraités)
- l'inflation est favorable aux ménages endettés dans la mesure où elle diminue leurs dettes (le pouvoir d'achat de la somme remboursée en période d'inflation est inférieur à celui de la somme empruntée avant l'inflation)

1.2/ les conséquences sur les entreprises

-l'inflation est favorable aux entreprises endettées dans la mesure où elle induit un allègement de leurs dettes. Ceci peut favoriser l'investissement

-en période d'inflation, les biens stockés au niveau de l'entreprise sont vendus à des prix supérieurs, ce qui entraîne une hausse du chiffre d'affaires de celle-ci

Néanmoins, les entreprises subissent les effets négatifs de l'inflation dans les cas suivants :

--l'inflation entraîne une hausse des coûts de production (notamment les charges salariales)

-l'inflation rend les charges pour amortissement insuffisantes pour renouveler à terme les équipements et matériels.

C'est ainsi que le bénéfice de l'entreprise se trouve surestimé (car l'augmentation de ces charges n'est pas prévue), ce qui conduit l'entreprise à payer plus d'impôts.

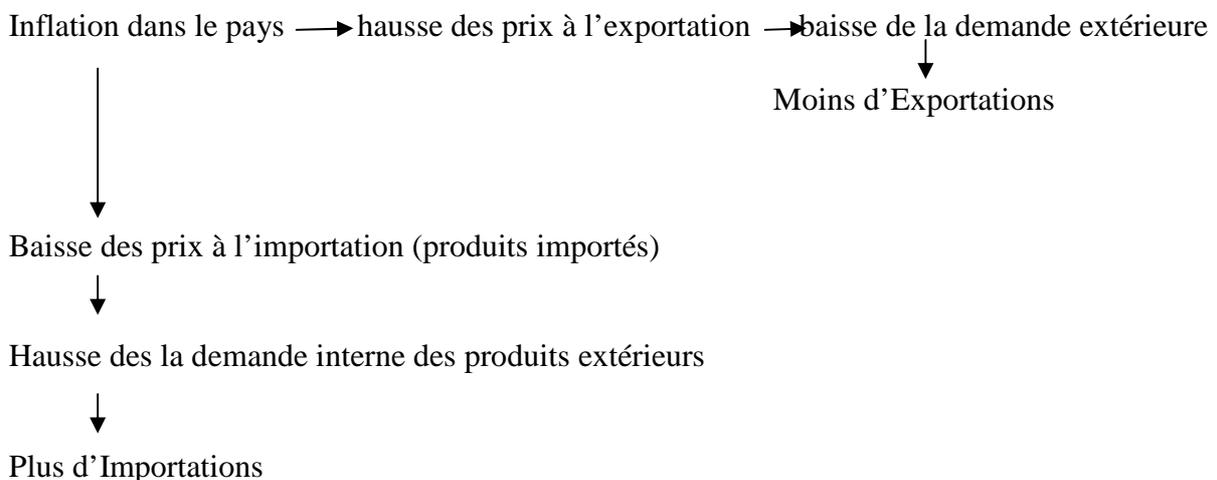
Au niveau global, les conséquences de l'inflation peuvent être résumées ainsi.

1/ Dépréciation de la valeur de la monnaie nationale : cela signifie qu'on achète moins de biens et services avec la même unité monétaire. Ceci nuit à l'épargne et aux exportations.

2/ la baisse de l'épargne : devant la hausse des prix, les agents-notamment les ménages, ont tendance à réduire leur épargne et à augmenter leur consommation (achat des biens d'équipement, biens immobiliers et fonciers). Cette baisse de l'épargne induit une baisse des investissements productifs.

3/ baisse des investissements productifs au profit des placements spéculatifs (achat de logements et terrains pour les revendre plus chers)

4/ l'inflation réduit la compétitivité de l'économie en réduisant les exportations et en favorisant les importations, ce qui peut aboutir à un déficit commercial.

**V/ Les politiques de lutte contre l'inflation**

Il existe plusieurs types de politiques de lutte contre l'inflation et qui peuvent être mises en œuvre séparément ou simultanément.

1/ la politique budgétaire (ou politique de régulation de la demande)

Cette politique consiste en la réduction des dépenses de l'Etat ou une augmentation de la pression fiscale sur les ménages (hausse de TVA...) afin de réduire la demande

2/ la politique monétaire (action sur le crédit et la monnaie)

Le gouvernement peut également agir sur la demande en recourant aux actions suivantes :

-encadrement du crédit qui consiste à limiter le volume des crédits

- sélectivité des crédits
- augmentation des réserves obligatoires
- augmentation des taux directeurs

3/ la politique des revenus

Cette politique consiste à contrôler la progression des revenus (blocage des salaires)

4/ la politique des prix et de la concurrence

Cette politique vient souvent en complément de la politique de blocage salariale et consiste à contrôler les prix de certains produits.

5/ la politique de désinflation compétitive

Cette politique consiste à contrôler les couts salariaux (modération salariale) et à surévaluer la monnaie nationale.